



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 26 JUILLET 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-six du mois de juillet à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 21 juillet 2022, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCRUYSE, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	
En exercice : 19	<u>Etaient présents :</u> Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, GUILLAUD Patricia, PARENT Monique, PAUL Christine, THIEFFRY Martine Messieurs DELEVOYE Didier, GUSTIN Jacques, LEFEBVRE Francis, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCRUYSE Olivier
Présents : 13	<u>Absents excusés :</u> BONNEL Amaury, DELBERGHE Paul-Edward ayant donné procuration à LEFEBVRE Francis, FIEVET Béatrice ayant donné procuration à THIEFFRY Martine, LEMAIRE Aurélien, MASSELOT Catherine ayant donné procuration à ELOIRE Aurélie
Votants : 16	<u>Absent :</u> MARCHAND Laurent
	Monsieur LEROY Bertrand est nommé secrétaire de séance

N° : 2022-52

DELIBERATION PORTANT CREATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS D'UN EMPLOI PERMANENT D'AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE CLASSE NORMALE A TEMPS COMPLET

Le Maire informe l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Il est précisé que cette délibération n'est pas soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire Intercommunal (CTPI).

Compte tenu que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi d'auxiliaire de puériculture à la crèche les Lutins, il convient de renforcer les effectifs du service.

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi permanent d'auxiliaire de puériculture, au grade d'auxiliaire de puériculture de classe normale à temps complet, à compter du 1^{er} septembre 2022.

A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux, au grade d'auxiliaire de puériculture de classe normale relevant de la catégorie hiérarchique B ;

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Conformément à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les emplois permanents des collectivités et établissements sont occupés par des fonctionnaires. Toutefois, dans l'hypothèse d'un recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions proposées pourront être exercées par un contractuel sur le fondement et dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou à l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 pour les emplois de catégories A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1984.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de 3 ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

L'agent contractuel devra justifier du diplôme d'auxiliaire de puériculture et, si possible, d'une expérience professionnelle dans le secteur de la petite enfance.

La rémunération sera calculée, compte tenu de la délibération 2022-41 du 26 juillet 2022, par référence à l'indice brut 452.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 2, 3-2, 3-3 et 34 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-2 ;

Vu le tableau des effectifs existant,

- ✓ **DECIDE** d'adopter la proposition du Maire
- ✓ **PRECISE** que les crédits correspondants sont prévus au budget.

Décision prise à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 4 août 2022

Le Maire,

Olivier VERCRUYSSÉ

